

les mots du «Notre père»: «Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour». Aujourd'hui, les peuples nigériens et biafrains nous disent peut-être, dans leur malheur: «Donnez-nous aujourd'hui notre pain de ce jour» et dans la mesure où nous le pouvons, nous devons répondre à leur demande. Nous croyons, et c'est pourquoi nous avons présenté la motion, qu'il nous est possible d'y répondre, et la motion indique comment le faire de façon positive.

M. Whicher: Pourrais-je poser une question au député?

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): Le temps du député étant écoulé, il lui faut le consentement unanime de la Chambre pour recevoir la question.

Des voix: D'accord.

M. Whicher: J'aimerais demander au député qui vient de parler si éloquentement et si sincèrement sur ce sujet si le Nouveau parti démocratique du Canada a jamais demandé à ses frères socialistes en Angleterre de cesser de fournir des armes au Nigéria. Une telle démarche ferait plus que toute autre pour les affamés du Nigéria et du Biafra.

M. Brewin: La réponse est simple, monsieur l'Orateur: oui. Je sais que le chef de notre parti a communiqué avec le chef du gouvernement britannique pour dire clairement à celui-ci que ses actes nous désolent. J'ai parlé à des amis et collègues du parti travailliste en Grande-Bretagne ainsi qu'à ceux qui y sont associés et qui n'approuvent pas la position du gouvernement. Loin de la défendre, nous déplorons l'attitude adoptée à ce sujet par le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, d'habitude un seul commentaire à propos de la maladie d'un collègue suffit car on le fait au nom de nous tous, mais comme il y a une longue liste d'orateurs et que nous devons nous soumettre au régime, puis-je avec non moins de sincérité vous dire que nous de l'opposition officielle regrettons beaucoup aussi d'apprendre l'indisposition du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Nous souhaitons son prompt rétablissement. Son voyage au Proche-Orient a été très harassant, et comme bien d'autres dans la vie publique il doit payer la rançon de cet engagement intégral envers les problèmes de l'humanité.

Il est déplorable que ce débat soit la reprise d'un autre que l'on pourrait qualifier d'ajourné. Mon chef avait soulevé la question d'aide à la guerre civile du Nigéria comme la

première de ses questions à la première session de la 28^e législature. Depuis lors le chef de l'opposition (M. Stanfield) et les membres des deux côtés de la Chambre n'ont cessé d'y revenir.

Tout d'abord, qu'il me soit permis de dire que les membres de l'opposition officielle appuient sans équivoque la motion proposée par le député de Greenwood (M. Brewin), puisqu'elle offre au gouvernement une formule très facile—au sens exact du mot—pour fournir une aide directe, sans aucune tracasserie diplomatique.

La dernière fois que la Chambre a officiellement discuté de la question, les journalistes ont jugé mes propos empreints d'émotivité. Tout en ayant essayé d'écarter toute émotion de mon discours, dans un débat qui porte sur une tragédie semblable, je prêterai sans doute encore une fois à la critique. Comment un homme peut-il vivre sans s'émouvoir de la tragédie humaine, de la mort ou d'une inutile guerre civile?

Aujourd'hui le premier ministre (M. Trudeau) a reçu un grand nombre de requêtes. Ceux d'entre nous qui ont à cœur de rajeunir le système, pour employer une expression apparentée à la démocratie de participation et à la sensibilisation aux sentiments des gouvernés et du gouvernement, ont été touchés de la préoccupation que tout le pays semble manifester en ce jour consacré à la paix entre le Nigéria et le Biafra.

J'ai sous la main une requête assez particulière, étant donné qu'elle porte la signature d'un grand nombre de chefs religieux du Canada et qu'elle a, de surcroît, reçu l'appui, de gens qui ne professent aucune religion. Je vais vous la lire:

Nous, soussignés, faisons appel au gouvernement du Canada et à toutes les personnes intéressées, où qu'elles soient, pour qu'ils exercent des pressions politiques sur ces pays—notamment le Royaume-Uni, l'Union des républiques socialistes soviétiques et la France—en vue d'empêcher par tous les moyens les expéditions d'armes au Nigéria et au Biafra et pour qu'ils tâchent d'amener les deux parties à la table des négociations pour amorcer la recherche d'une paix durable et d'une solution fondée sur la volonté populaire.

Nous attirons l'attention des gouvernements sur les instances de Sa Sainteté le pape et du Conseil mondial des Églises, et aussi sur la résolution adoptée à la conférence du parti travailliste, tenue à Brighton en septembre, en faveur d'une intervention internationale.

Le député de Greenwood a mentionné la déclaration formulée en juin 1969 par la Commission internationale des juristes; je ne la répéterai donc pas. La déclaration est incluse dans la pétition.

Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un problème africain qui sera réglé par l'Afrique, mais nous sommes persuadés qu'il faudra d'abord faire cesser les pressions de l'extérieur sous forme d'armes